

Gouvernez, Monsieur le Premier ministre !

L'Express - Chronique de Vanf - Nasolo-Valiavo Andriamihaja – 11/02/12

Il s'était étonné des libertés que prenait le commandant de la circonscription d'Analamanga dans la gestion de la manifestation qu'avait organisée l'ancien président de la République, Zafy Albert, au jardin d'Ambohitovo; il avait protesté contre le Notam détournant le vol de retour à Madagascar de l'ancien président Marc Ravalomanana ; il s'est déclaré une nouvelle fois tenu dans l'ignorance des initiatives contre l'embarquement de Lalao Ravalomanana à bord d'un vol commercial à destination d'Antananarivo; il s'était abstenu de participer à l'anniversaire du 7 février 2009 ; il dénonce la gestion irresponsable de la perquisition de la DST au domicile du fils de l'ancien Président de la République. Jean Omer Beriziky, devenu Premier ministre depuis la Feuille de route de septembre 2011, gagne notre confiance parce que, manifestement, il s'autonomise.

«Respecter les engagements» : c'est le leitmotiv que martela le Premier ministre Jean Omer Beriziky, dans l'interview qu'il a accordée à L'Express de Madagascar (vendredi 10 février 2012). Respecter les derniers engagements en date, ceux de la Feuille de route du 16 septembre 2011, autre socle du discours du Premier ministre : consensus, dialogue, apaisement.

Respecter ses engagements, respecter sa signature, respecter la parole donnée : si ce minimum de comportement responsable, gage d'une confiance réciproque, avait été de mise, cette crise politique aurait pu se régler dès après la conclusion des accords de Maputo 1, Maputo 2, au pire Addis-Abeba. Maintenant, que croire de certaine déclaration urbi et orbi, à la télé et à la radio, renonçant à une candidature à la présidence de la République Défiance épidermique contre duplicité chronique.

La Chronique du 21 janvier 2012 avait déjà rappelé les termes exacts de la Feuille de route, mais il n'est pas inutile, contre la mauvaise foi, d'y revenir, mille fois sur le métier : adoption de mesures de sécurité et de confiance pour créer une atmosphère sereine et apaisée (article 16), protection et promotion des droits de l'homme et respect des libertés fondamentales (art.17), amnistie large pour tous les événements entre 2002 et 2009 (art.18), «le Parlement de Transition devra adopter une loi sur le statut des anciens chefs d'État comme une des mesures clés pour assurer la paix sociale et un climat apaisé. Le statut d'ancien chef d'État doit être réservé aux anciens chefs d'État qui ont décidé de cesser toute activité politique partisane, en tenant compte de la considération due à leur rang passé et de la nécessité de préserver et de garantir leur dignité et leur sécurité» (art. 19). Et c'est seulement après que ces précautions préalables aient, en quelque sorte, déblayé la voie, que survient le fameux article 20 : «la HAT devra permettre à tous les citoyens malgaches en exil pour des raisons politiques de rentrer à Madagascar sans conditions, y compris Monsieur Marc Ravalomanana».

Ce ne sont pas des déclarations populistes, face à une foule convoquée pour commémorer un événement, dont les faits objectifs et le déroulement réel n'ont toujours pas fait l'objet d'une enquête internationale, indépendante et impartiale, qui doivent remettre en cause les acquis d'un minimum de consensus. Et il revient au Premier ministre, finalement symbole suprême de ce socle de consensus, le gardien des principes d'accord parties et en définitive l'acteur principal de sa mise en œuvre, de se donner les moyens de cet objectif : sortir de la crise par le dialogue et dans l'apaisement.

«Gouvernez, Monsieur le Premier ministre !» : c'était le titre d'une de mes chroniques de 1996, à l'intention d'un certain Norbert Lala Ratsirahonana, englué dans des attermoissements en contradiction avec les pleins pouvoirs qu'on lui avait confiés. Gouvernez donc, Monsieur le Premier ministre en réclamant, par exemple, une autre «note explicative» quant au contenu juridico-administratif des «affaires courantes» (article 8 de la Feuille de route): domaine de la loi et domaine réglementaire, initiative des lois, maîtrise de l'administration, contrôle des forces armées (armée, gendarmerie, police), mise en œuvre pratique de l'article 39 de la Feuille de route (la communauté internationale sera chargé du suivi et du contrôle de la mise en œuvre de la Feuille de route en collaboration avec les acteurs nationaux et internationaux pertinents).

Gouverner, c'est restaurer l'autorité bafouée de l'État, dissiper le malaise de dualisme ou l'impression de vide, rassurer l'opinion quant à l'existence d'un cap. Apurement du passif des crises 1972, 1991, 2002 et 2009; réconciliation nationale ; élection crédible et reconnue par tout le monde : Madagascar doit fermer la parenthèse 2009, il en faudra la volonté politique et s'en donner les moyens. Jean Omer Beriziky œuvre encore trop seul. Il faudra lui venir en aide.

Source : <http://www.lexpressmada.com/2613-chronique-de-vanf/gouvernez-monsieur-le-premier-ministre-.html>